

Contre la sape de l'ESR, refusons l'austérité encore et toujours !

Aucune mesure en faveur de l'ESR n'est envisagée par le gouvernement, et ce ne sont pas les propositions du rapport rendu par Jean-Pierre Korolitski, fin mars, qui permettront d'améliorer la situation des universités. Les inégalités entre les établissements se creusent, et la recherche n'est pas mieux lotie, avec une baisse importante du budget du CNRS.

Par **EMMANUEL DE LESCURE**, secrétaire général

A lors que, depuis la guerre en Iran, l'inflation galope, le prix de l'énergie s'envole comme jamais et qu'un retour à la normale n'est pas envisageable avant au moins plusieurs mois, le ministre des comptes publics, David Amiel, n'a rien proposé pour maintenir le pouvoir d'achat du personnel de la fonction publique. Le 13 avril, les représentant-es des syndicats ont donc quitté le « cycle de discussions sur les carrières et les rémunérations » qu'il venait à peine d'ouvrir. Ni l'augmentation de la valeur du point d'indice, qui demeure gelé, ni l'indexation sur l'inflation, ni les mesures d'urgence pour compenser la perte de pouvoir d'achat, qu'ils réclamaient, n'ont été annoncées. Pour les syndicats, il n'est pourtant pas question d'enjamber l'année 2026 et d'attendre 2027, comme tente de leur faire admettre le ministre.

COMMISSION D'ENQUÊTE

Dans l'enseignement supérieur et la recherche (ESR), la situation n'est pas meilleure. Aucune mesure n'est prise pour l'attractivité des métiers alors que la situation est critique, les mesures prévues par la loi de programmation de la recherche ne seront pas respectées, en particulier pour les revalorisations de la prime C1, aucune solution n'est avancée pour la rémunération des attaché-es temporaires d'enseignement et de recherche, les taux de promo/promouvables (dits « propro ») pour les enseignant-es-chercheur-ses sont au plus bas, et le nombre de postes ouverts au recrutement est bien inférieur aux campagnes précédentes. Il y a pourtant urgence, le ministère de l'ESRE doit prendre ses responsabilités et respecter ses engagements vis-à-vis du personnel !

En revanche, le démantèlement de l'ESR public poursuit sa course. Les inégalités se creusent entre les établissements frappés par une austérité antérieure à la crise actuelle. La situation est si inquiétante que, parallèlement aux Assises du financement des universités décidées par le ministre, le Sénat a mis en place une commission d'enquête sur « la capacité des

universités françaises à garantir l'excellence académique du service public de l'enseignement supérieur », mais, jusqu'à présent, celle-ci se déroule sans que les représentant-es du personnel y soient invités.

BAISSE DU BUDGET DU CNRS

L'excellence et sa reconnaissance internationale sont aussi ce qui justifie les propositions du rapport rendu par Jean-Pierre Korolitski, à la fin du mois de mars, sur les établissements publics expérimentaux. Son contenu est une attaque supplémentaire contre le modèle universitaire que le SNESUP-FSU défend, un modèle collégial et démocratique, foulé aux pieds dans la plupart des recommandations avancées. Sous couvert d'excellence, il propose de poursuivre le mouvement de (dé)structuration de l'ESR en grands établissements, et d'acter la constitution d'un paysage universitaire à deux voire trois vitesses, avec la concentration des financements sur quelques grands établissements au prétexte de les rendre visibles dans les classements internationaux. En somme, il s'agit de la dilution, sinon de la disparition, à terme, de la notion d'université qui a émergé dans les années 1970. Plutôt que de défendre les fonctions premières que doivent remplir les universités, formation et recherche, le rapport accentue une forme de sécession au détriment des universités, qui prennent en charge l'essentiel de la massification de l'accès au supérieur.

La recherche n'est pas en reste. Alors que la récession frappe durement les universités, le gouvernement s'attaque aussi au CNRS en lui imposant une baisse de son budget de 20 millions d'euros. Ce sont principalement les laboratoires de recherche qui devront subir ce revers, la majeure partie du budget de l'organisme étant destinée à la rémunération de ses agent-es. Les directeurs et directrices d'unité se sont mobilisé-es pour protester contre cette mesure d'austérité. Le SNESUP-FSU dénonce les attaques menées et réclame au ministère les moyens budgétaires pour exercer les missions de service public d'enseignement et de recherche confiées à l'ESR. ■

Le contenu du rapport Korolitski est une attaque supplémentaire contre le modèle universitaire que le SNESUP-FSU défend, un modèle collégial et démocratique.